



MATAKI

N°9

**LES LEÇONS DE LA
CRISE DE LA COVID-19
EN MATIÈRE DE
GOUVERNANCE EN
AFRIQUE DE L'OUEST**

Le Think Tank WATHI

WATHI, think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, est un laboratoire d'idées participatif et multidisciplinaire qui a pour objectif de contribuer au partage de connaissances et à la production d'idées sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels cruciaux pour le présent et l'avenir des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'espace géographique privilégié de WATHI inclut les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie, qui font la jonction avec les régions africaines voisines. Librement inspiré de «waati» qui signifie « temps » en langue bamanakan du Mali, WATHI exprime à la fois l'urgence d'une mobilisation collective et la nécessité d'un engagement sur la longue durée.

L'association WATHI est soutenue dans ses activités par ses membres et par des fondations partenaires, notamment en 2019-2020 : la Fondation Konrad Adenauer, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Open Society for West Africa (OSIWA).

Les publications Mataki

Mataki signifie «mesures», dans le sens de «prendre des mesures, des dispositions» en langue haoussa, l'une des langues locales africaines les plus parlées dans l'Afrique de l'Ouest ouverte de WATHI. Mataki constitue le prolongement de la rubrique Le Débat du site internet de WATHI. Les Mataki n'ont pas l'ambition d'épuiser les thèmes abordés. Les réflexions tout comme les recommandations relayées dans ce document visent plutôt à relancer les débats en focalisant l'attention sur les pistes d'action et les modalités concrètes de leur mise en œuvre. Les commentaires, réactions, recommandations pour affiner les propositions et les moyens de les mettre en œuvre sont bienvenus.

La série spéciale « Leçons de la Covid-19 pour l'Afrique de l'Ouest »

Ce Mataki est le deuxième d'une série spéciale sur les leçons à tirer de la crise de la Covid-19 sur les plans économique, politique, éducatif et en matière d'intégration régionale, dans le cadre d'un projet financé par la fondation OSIWA, membre du réseau mondial d'Open Society Foundations.

Les sites en partenariat avec
la Fondation Konrad Adenauer :

www.guineepolitique.org
www.senegalpolitique.org
www.etatdedroitafrigue.org
www.beninpolitique.org
www.togopolitique.org
www.ivoirepolitique.org

Le site principal :

www.wathi.org

CONTACTS

infowathi@wathi.org



En décembre 2019, la Chine annonçait son premier cas de personne infectée par un nouveau coronavirus qui sera ensuite nommé Covid-19 par les scientifiques. Très rapidement, cette infection s'est répandue au reste du monde, où plus de 170 pays sont touchés. Le monde subit une crise sanitaire totalement inattendue. En plus d'une crise sanitaire, les pays combattent sur plusieurs fronts : l'économie, la finance, le social, la sécurité, etc. Les mesures que les gouvernements ont été contraints à prendre avec pour objectif d'échapper à la propagation exponentielle du virus portent un coup d'arrêt brutal et d'une durée imprévisible à la plupart des activités économiques, sociales, culturelles et sportives.

Le continent africain présente un bilan humain beaucoup moins alarmant que les autres régions du monde mais la pandémie a mis en lumière les failles qui existaient déjà dans nos modèles de gouvernance politique et les a aggravées. De la gestion des ressources publiques aux relations entre gouvernants et gouvernés en passant par les aspects électoraux et non électoraux de la démocratie, les pays ouest-africains ont beaucoup de leçons à tirer de cette pandémie pour construire des sociétés plus inclusives et à l'abri des besoins élémentaires.

Le deuxième débat de l'année 2020, initiative de WATHI, laboratoire d'idées citoyen de l'Afrique de l'Ouest, a porté sur les implications de la crise de la Covid-19 sur la région ouest-africaine. Ce numéro de Mataki est une synthèse très sélective des contributions au débat, sous forme d'articles et de commentaires publiés sur le site de WATHI. Il présente aussi des extraits choisis de rapports et études d'experts, de chercheurs et de diverses organisations ayant travaillé sur les implications politiques de la pandémie de la nouvelle maladie à coronavirus pour les pays africains et surtout les leçons à en tirer pour l'avenir.

Ce document propose cinq pistes pour orienter l'action collective des citoyens et des décideurs afin de mieux orienter les trajectoires politiques des pays de l'Afrique de l'Ouest. Il est le second d'une série de publications sur les leçons à tirer de la crise de la Covid-19 sur les plans économique, politique, éducatif et en matière d'intégration régionale.

LES PISTES D'ACTION

Les pistes d'action sont davantage détaillées dans la dernière section du Mataki (Recommandations). Elles sont élaborées par l'équipe permanente de WATHI sur la base des analyses et des propositions compilées dans le cadre du débat. Elles n'en constituent ni le résumé ni l'expression fidèle et complète et intègrent les réflexions internes de l'équipe de WATHI.

1. Amélioration du processus de sélection des décideurs et dépolitisation des administrations publiques

- a) Instauration du principe d'audiences publiques et de vote de confirmation, par une commission dédiée de l'Assemblée nationale, des nominations proposées par le président de la République pour les fonctions ministérielles et pour les plus hautes fonctions de l'administration civile et militaire.
- b) Création ou renforcement, là où elle existe, d'une commission du service public chargée de veiller au respect des principes fondamentaux du service public, proposition de règles gouvernant les recrutements, les rémunérations, les promotions et les sanctions dans l'administration, et contrôle de la neutralité politique des administrations publiques. Cette commission rendrait compte chaque année de la performance du service public, des efforts entrepris pour l'améliorer, des faiblesses les plus importantes aussi bien en matière de performance globale que de contribution à la réduction des inégalités régionales dans l'accès aux services publics.

2. Organisation de la participation des citoyens au débat et à la détermination des orientations des politiques publiques, en temps normal comme en période de crise

Création d'une Haute Autorité en charge de la consolidation de la démocratie, institution indépendante et constitutionnelle qui aurait pour mandat de conduire des campagnes d'éducation civique de la population, d'organiser des débats annuels citoyens sur les grands domaines de l'action publique (éducation, santé, sécurité, politique économique, politique sociale, politique culturelle, protection de l'environnement, politique étrangère) et de produire un rapport annuel public sur l'état de la gouvernance démocratique assorti de recommandations.

3. Renforcement de la protection des droits fondamentaux, même en temps de crise, par le parlement et par l'institution chargée de veiller au respect de la Constitution

- a) Mise en place d'un dispositif qui permet au Parlement de continuer à jouer son triple rôle de représentation, de législation et de contrôle durant les situations d'urgence à travers l'instauration d'un cadre juridique adapté à l'état d'urgence en général, et à l'état d'urgence sanitaire en particulier.

- b) Renforcement significatif de l'institution parlementaire en la dotant de ressources humaines, financières et matérielles adéquates, y compris en matière de systèmes d'information et de communication, et mise en place d'un programme de formation permanente sur le financement public de jeunes cadres pour l'assistance parlementaire.
- c) Établissement d'un mode de désignation des membres de la plus haute juridiction en matière constitutionnelle (Cour constitutionnelle, Conseil constitutionnel, Cour suprême, selon les pays) visant à créer les conditions d'une indépendance effective de l'institution, en mettant l'accent sur un mandat non renouvelable et de longue durée et sur des conditions explicites d'intégrité personnelle et d'expérience professionnelle pertinente.
- d) Accord du droit de saisine des juridictions constitutionnelles à tous les citoyens pour violation d'un droit fondamental ou pour toute violation d'une disposition constitutionnelle comme c'est le cas seulement dans une poignée de pays de la région.

4. Maintien, même en situation de crise, des dispositifs institutionnels qui permettent de limiter les risques de mauvaise utilisation des ressources publiques, de fraudes, de malversations et de corruption et recourt à des outils technologiques adaptés permettant aux citoyens de contribuer à une saine utilisation des ressources exceptionnelles allouées en période de crise

- a) Renforcement des institutions dédiées au contrôle de l'utilisation des ressources publiques, telles que la Cour des Comptes, le Bureau du Vérificateur général, l'Auditeur général, les autorités de lutte contre la corruption (selon les pays), afin de garantir à leurs membres une autonomie d'action, une indépendance effective et l'accès des citoyens à tous les rapports officiels sur la gestion de toutes les institutions qui utilisent des ressources publiques, y compris les fonds alloués à l'institution présidentielle.
- b) Promotion de la formation de journalistes d'investigation et la mise en place des cadres légaux pour la protection des journalistes et des lanceurs d'alerte qui font un travail d'investigation sur l'utilisation des ressources publiques en période de crise comme en temps normal.
- c) Généralisation des plateformes numériques dédiées permettant à tout citoyen victime ou témoin de dénoncer des faits présumés de corruption et de contribuer directement au travail des institutions nationales chargées de lutter contre la corruption, les fraudes et les malversations.

5. Remise au cœur de la formulation des politiques publiques et de la réaction aux crises de toute nature la consultation, l'écoute et l'implication effectives des scientifiques, des innovateurs, des entrepreneurs des secteurs technologiques et investissement massif dans la recherche scientifique, la veille technologique, la prospective, l'innovation, l'éducation et la formation, en passant par

- a) Investissement dans les instituts nationaux de statistiques pour disposer de données crédibles sur les populations permettant d'identifier les ménages les plus vulnérables, les zones les plus démunies en infrastructures sociales et économiques de base et en services publics, de manière à faciliter l'adoption et la mise en œuvre de mesures ciblées dans des situations de crise.
- b) Revalorisation des disciplines scientifiques, la recherche et l'innovation par un accroissement des allocations budgétaires dédiées aux centres de recherche nationaux et un accompagnement des chercheurs pour l'identification de sources de financement extérieures.
- c) Création et actualisation au niveau national d'une base de données de chercheurs et d'experts résidents ou non, dans différents champs de recherche, allant de la santé à la sécurité en passant par tous les autres domaines de recherche pertinents.
- d) Institution, sur un mode informel mais organisé, des moments de rencontres physiques et virtuelles de chercheurs de toutes disciplines, d'entrepreneurs des secteurs à haute intensité technologique, d'acteurs importants du secteur privé national, de hauts cadres des administrations civiles et militaires, d'autorités politiques, incluant des non-résidents, pour échanger des idées sur les grands enjeux nationaux et régionaux et pour établir des contacts mobilisables en temps de crise pour consultation par les décideurs.
- e) Intégration dans le mandat de la Haute Autorité pour la consolidation de la démocratie, institution proposée plus haut, de la possibilité d'être saisie par le gouvernement et de se saisir elle-même d'une question urgente et d'organiser selon une procédure accélérée des consultations par tous moyens avec des personnalités disposant d'expertises spécifiques et/ou d'expérience pertinente de gestion de crises pour aider à la prise de décision par les autorités politiques.

TABLES DES MATIÈRES

LES PISTES D'ACTION	4
1 LES LEÇONS DES WATHINOTES	9
2 LES CONTRIBUTIONS CITOYENNES	25
3 LES RECOMMANDATIONS	33
CONCLUSION	36
ANNEXE	37

Liste des encadrés

Encadré 1 : La gestion d'une crise sanitaire : le retour au premier plan de l'État	9
Encadré 2 : La pandémie des « fake news »	12
Encadré 3 : Un scandale de mauvaise gestion de fonds Covid au Cameroun	14
Encadré 4 : Extraits des pistes d'action de WATHI pour lutter contre la corruption	15
Encadré 5 : Une approche globale de la société est nécessaire	18
Encadré 6 : Des innovations institutionnelles pour une gouvernance démocratique et efficace	19
Encadré 7 : La gestion de crise en Allemagne : « cabinet Corona » et réaction collective	22
Encadré 8 : Pouvoir médical et pouvoir politique : écoute, dialogue et décision	25
Encadré 9 : Le pilotage politique de la gestion de la crise à Taïwan	26
Encadré 10 : Les figures du bon gouvernant	28
Encadré 11 : Technologie et élections en temps de crise sanitaire	31
Encadré 12 : Accès à l'information et transparence en République de Corée	32

1. LES LEÇONS DES WATHINOTES

1. Les constats

a. Rôles et contributions de la société civile

« Les gouvernements ouest-africains ont pu compter sur la mobilisation des communautés et de la société civile dont les initiatives ont permis de soutenir les efforts des pouvoirs publics. Les exemples illustrant la mobilisation de la société civile et l'implication des secteurs de la recherche et de l'innovation dans la lutte contre la COVID-19 sont nombreux. On relève notamment que le Réseau francophone des FabLab d'Afrique de l'Ouest (ReFFAO) a participé à la création d'un système automatisé de lavage des mains au Mali, au développement d'un système de distribution automatisé de gel antiseptique au Sénégal, ainsi qu'à la fabrication et la distribution gratuite de masques pour le personnel médical au Burkina Faso. Aux côtés du gouvernement ivoirien, un réseau de dix startups s'est formé pour développer l'application AntiCoro utile pour suivre les potentiels porteurs du virus. »

Amandine Dusoulier, « La COVID-19 en Afrique de l'Ouest: une gestion aux multiples facettes, GRIP », Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)

Encadré 1: La gestion d'une crise sanitaire : le retour au premier plan de l'État

Partout, la réponse à la crise sanitaire de la part des autorités politiques relève d'un paradoxe. D'un côté, elle implique un rôle central de chaque gouvernement, seul à même de coordonner la lutte, de prendre l'initiative, de fixer la stratégie et de mobiliser les ressources nécessaires. La pandémie a été un moment d'affirmation de la centralité du politique, et aussi un moment de retour au national : effacement brutal de l'Union européenne et retour au premier plan de l'État-nation, jusqu'à l'acte souverain de la fermeture des frontières ; mais aussi recentralisation à l'échelon national, comme cela a été le cas en Espagne, avec la suspension des autonomies régionales en matière de police et de santé, ou même en Allemagne, où la nouvelle répartition des compétences induite par la Infektionsschutzgesetz rogne de façon inédite sur les pouvoirs des Länder...

Mais la crise sanitaire est aussi le moment par excellence où « l'État ne peut pas tout », ou en tous cas pas tout seul. D'abord parce que l'État ne sait pas tout, face à un virus encore largement inconnu, et qu'il doit se reposer sur une expertise scientifique qui ne vaut que par son indépendance par rapport aux injonctions politiques. Ensuite parce qu'il a besoin de la mobilisation et de l'engagement de l'ensemble des acteurs, et d'abord des citoyens eux-mêmes, dont le comportement est la clé du succès ou

de l'échec d'une lutte sanitaire. Comme le souligne Rachel Kleinfeld dans son étude sur les réponses démocratiques et autoritaires à la pandémie, la confiance des citoyens dans leur système politique est un facteur déterminant dans l'efficacité de la réponse sanitaire, parce que c'est elle qui permet l'adoption rapide et générale des comportements qu'elle réclame.

Extraits de : Institut Montaigne, « L'action publique face à la crise du Covid-19 », Note Juin 2020

b. La prise en compte des réalités locales dans les processus de prise de décisions

« Au début de la crise, le Mali ne comptait que dix respirateurs artificiels, et une soixantaine venaient d'être commandés. En plus de ces capacités de réponse fortement limitées en termes économiques et de structures sanitaires adéquates, l'État a lui-même semblé contribuer, à travers ses choix politiques, à instaurer un climat favorable à une propagation du virus.

La pertinence du couvre-feu apparaissait fortement discutable dans un pays basé sur une économie populaire où une partie des gens vivent d'activités informelles et qui s'exercent le soir. La situation économique est très difficile pour beaucoup de Maliens, et risquait de devenir explosive si la gestion de la crise n'était pas rapidement réorientée. Comme on a désormais l'habitude d'entendre au Mali, « il vaudrait peut-être mieux mourir du coronavirus que de faim ».

La crise du Covid-19 vient instaurer une forme de justice sociale dans la mesure où le tourisme médical, à cause de la fermeture des frontières, est suspendu. Au Mali, on n'a jamais ressenti l'utilité d'un hôpital digne autant que maintenant car avec la crise actuelle, que l'on soit pauvre ou riche, tout le monde est désormais soigné sur place. »

The Conversation (2020), « L'expérience malienne dans la gestion de la pandémie du Covid-19, »

« Alors que les Nigériens semblent s'accorder sur la plupart des restrictions, celles liées à la fermeture des mosquées et à la suspension des prières collectives, au nom des règles de distanciation sociale, alimentent une contestation de plus en plus importante. Dans ce pays où 98 pour cent de la population est de confession musulmane, de violentes manifestations ont eu lieu dans plusieurs localités pour dénoncer ces mesures que certains jugent contraires à la doctrine islamique. »

International Crisis Group (ICG) (2020), « Covid-19 au Niger : réduire les tensions entre Etat et croyants pour mieux contenir le virus »

Version originale: “ Instead of following the West, which has been placing more of a focus on social distancing, the Ghanaian government is now investing most of its energy in making sure citizens are wearing masks. It is an easier solution than the strict enforcement of social distancing, and it works better with the realities of the society. ”

Version traduite: « Au lieu de suivre l’Occident, qui met davantage l’accent sur la distanciation sociale, le gouvernement ghanéen investit désormais la majeure partie de son énergie à s’assurer que les citoyens portent des masques. Il s’agit d’une solution plus facile que l’application stricte de la distanciation sociale, et elle s’adapte mieux aux réalités de la société. »

Tofe Ayeni (2020), « [Coronavirus: Is Ghana winning the fight against the pandemic? Theafricareport](#) »

c. La Covid-19 met en exergue les conséquences de la négligence envers la recherche

Version originale: “ The lack of statistical capacity thus represents a major obstacle to obtaining quality health data in Africa, consequently making the production of evidence-based policy and responses to health challenges more difficult. ”

Version traduite: « Le manque de capacité statistique représente donc un obstacle majeur à l’obtention de données sanitaires de qualité en Afrique, rendant ainsi plus difficile la production de politiques et de réponses fondées sur des données probantes aux défis sanitaires. »

Mo Ibrahim Foundation (2020), « [Covid-19 in Africa: a call for coordinated governance, improved health structures and better data](#) »

d. “Fake news” et désinformation

« Quand les limites entre réalité, préjugés et peurs s’entremêlent, cela crée des histoires fausses qui sont difficiles à démanteler. Internet est riche en théories du complot, populaires chez des gens plus ou moins éduqué.e.s, sur des tentatives de contrôle de la démographie en Afrique par l’Ouest. Il devient aisément d’utiliser les déclarations du Président Macron sur la croissance de la population africaine pour nourrir les théories sur les vaccins comme étant des moyens de contrôle de la croissance de la population.»

« Il est estimé que l’utilisation des réseaux sociaux a augmenté de 40% durant la pandémie et que WhatsApp est depuis des années en tête des applications de communication les plus populaires en Afrique. Plus de gens en ligne et sur ces plateformes, signifie que plus de personnes sont exposées aux fake news et à la désinformation. »

Hawa Ba et Ayisha Osori (2020), « [L’Afrique et le Covid-19: quel vaccin contre la désinformation? Ouestaf](#) »

Encadré 2: La pandémie des « fake news »

Une campagne de vaccination contre le Covid-19 menée par des Occidentaux aurait causé la mort de deux enfants en Guinée. L'ancien président américain Barack Obama aurait recommandé aux Africains de ne pas se faire vacciner. Le professeur marseillais Didier Raoult aurait déclaré que le coronavirus a été créé par les États-Unis et la Chine pour nuire aux Africains. Le président français Emmanuel Macron aurait décrété une obligation vaccinale pour les ressortissants africains en Europe. L'ensemble de ces assertions ont deux points en commun : toutes ont été abondamment partagées sur les réseaux sociaux en Afrique et toutes sont... **de fausses informations.**

De nombreuses publications virales ont porté aux nues des remèdes traditionnels, dont l'efficacité n'a jamais été prouvée. En Côte d'Ivoire, des messages diffusés à grande échelle vantaient les vertus du neem contre le coronavirus – au point que de nombreux arbres ont été sauvagement élagués par la population. En RDC, trois enfants de moins de dix ans sont morts après que leur mère leur a fait ingérer du kongo bololo, une plante présentée, à tort, comme étant proche de la chloroquine.

Source : Anne-Sophie Faivre Le Cadre (2021), [Comment les fake news compliquent la lutte contre le Covid-19, Jeuneafrique](#)

e. Les politiques de protection sociale : un défi pour les États africains

« Les États africains ne sont pas restés en marge de l'accroissement des mesures de protection sociale observées à l'échelle mondiale. Ainsi, 44 États africains figurent sur la liste des 171 pays ayant mis en place ou renforcé les mesures de protection sociale dans le cadre du Covid-19. En réalité, les systèmes de protection sociale de l'Afrique n'échappent pas aux recommandations de l'OIT. L'Afrique est le continent ayant une faible couverture en matière de protection sociale, soit 17.8% par rapport à la moyenne mondiale de 45.2%.

L'État sénégalais prend en charge les dépenses des factures d'électricité et d'eau des ménages abonnés de la tranche sociale. Rien que pour les besoins alimentaires, le gouvernement a mobilisé 69 milliards de francs CFA pour l'achat de vivres afin de soulager un million de ménages. ».

[Amela Ariane Agbozo \(2020\), « Covid-19 : vers un renforcement des systèmes de protection sociale? Civil Academy for Africa's Future \(CIAAF\)»](#)

Version originale: “ In the absence of a reliable social safety net, Nigerians trust and rely on their families, communities and the informal economy to see them through difficult times. It is these informal mechanisms that lend Nigeria its oft-referenced resilience, which has enabled society to function and continue while a largely disconnected

political class has focused on self-enrichment.”

Version traduite: « En l'absence d'un filet de sécurité sociale fiable, les Nigérians font confiance et comptent sur leur famille, leur communauté et l'économie informelle pour les aider à traverser les périodes difficiles. Ce sont ces mécanismes informels qui confèrent au Nigeria sa résilience souvent citée, qui a permis à la société de fonctionner et de perdurer alors qu'une classe politique largement déconnectée s'est concentrée sur l'enrichissement personnel. »

Elizabeth Donnelly, Iyadat Hassan (2020), « [Nigeria's Political Leaders Need to Win Trust to Tackle COVID-19, Chatham House](#) »

f. Déséquilibre dans la répartition des structures sanitaires dans la région

« Dans un rapport récent, Businesses and Health in Border Cities, le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest souligne le manque de répartition des infrastructures sanitaires entre les pays. En 2017, environ 46 000 établissements de santé, dont des hôpitaux, des centres de santé et des maternités, ont été recensés, dont 80 % sont concentrés au Nigeria. »

Sahel and West Africa Club Secretariat - OECD-ilibrary, « [When a global virus meets local realities : Coronavirus \(COVID-19\)in West Africa](#) »

g. La crise de la confiance entre gouvernants et gouvernés en Afrique et les leçons des bons élèves de la transparence

« La parole politique, sauf exception, ne porte pas vraiment en Afrique : on n'écoute plus vraiment les leaders, au pouvoir ou dans l'opposition, éloignés des aspirations populaires. Leurs déclarations « hors-sol » se heurtent généralement à l'indifférence. Il n'y a qu'à voir les discours de vœux de Nouvel An de certains pour s'apercevoir de la déconnexion entre des tirades technocrates et autres satisfecit étonnantes d'avec les aspirations des populations. Qu'on se souvienne également du peu de confiance que les populations ouest-africaines accordaient à leurs leaders lors de la dernière grande épidémie d'Ebola. »

« Les présidents et les pouvoirs publics doivent faire face à deux écueils : le discrédit de la parole politique et la concurrence des réseaux sociaux, puissants vecteurs de fake news. »

« Quasiment tous les présidents s'aperçoivent, une fois de plus, qu'il leur faudra compter sur la mobilisation des acteurs religieux, des organisations de la société civile, des artistes et des grandes entreprises pour aider les États à communiquer et sensibiliser sur la question de la prévention et les mesures à respecter, sans parler de la mobilisation de fonds. »

« On constate surtout la « fatigue » des mécanismes de fonctionnement de certains États et de certains potentats en bout de course mais également répétons-le la difficulté,

voire l'incapacité, de beaucoup à vraiment toucher leurs populations. Une chose est quasi certaine, en cas d'aggravation malheureusement fort probable des conséquences de l'épidémie, les populations africaines seront peu enclines à pardonner les erreurs, inconséquences et légèretés de leurs dirigeants. Certains l'ont d'ailleurs bien compris. »

François Backman (2020), « [Covid-19 en Afrique: quand les présidents parlent, Fondation Jean Jaurès](#) »

Encadré 3: Un scandale de mauvaise gestion de fonds Covid au Cameroun

Un rapport de la Cour des comptes qui s'est penchée sur la gestion des fonds destinés à la lutte contre le coronavirus au Cameroun, a révélé des dysfonctionnements et malversations, soit en tout 30 fautes dans la gestion de la riposte à la pandémie du Covid-19.

Le ministre camerounais de la Santé publique, Manaouda Malachie, et la ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Madeleine Tchuenté, figurent parmi les personnalités indexées dans le document de la Cour des Comptes qui fait 32 pages et dont des extraits ont fuité sur les réseaux sociaux.

Le rapport souligne, entre autres, une commande de 16 ambulances non livrées, mais pour laquelle l'argent a été bien décaissé, ainsi que des commandes et prestations fictives pour un montant d'environ 134 millions de francs CFA, dans le cadre de l'aménagement des centres de mise en quarantaine.

C'est suite à des allégations de détournements que les autorités du Cameroun avaient lancé un audit pour plus de transparence dans la gestion des fonds destinés à la lutte anti-Covid. Mais cette initiative serait aussi incitée par les négociations menées par le gouvernement auprès du Fonds monétaire international (FMI) en vue d'obtenir un nouveau prêt.

Cette affaire en lien avec les détournements d'argent dédié à la lutte contre la Covid, a été baptisée « Covid Gate ».

Source : Agence Afrique (2021) [Cameroun : des ministres épingleés par la Cour des comptes pour mauvaise gestion des fonds Covid-19](#)

Version originale: “ Having largely ignored the needs of Nigeria’s citizens for decades, the political class faces an uphill battle in building trust with the population. Earning this trust is not only crucial for the struggle against COVID-19 but also for Nigeria’s longer-term progress and system of political governance. ”

Version traduite: « Ayant largement ignoré les besoins des citoyens nigérians pendant des décennies, la classe politique est confrontée à une bataille difficile pour établir la confiance avec la population. Gagner cette confiance est non seulement crucial pour la lutte contre la COVID-19, mais aussi pour le progrès et le système de gouvernance

politique à long terme du Nigeria. »

Elizabeth Donnelly, Iyadat Hassan (2020), « [Nigeria's Political Leaders Need to Win Trust to Tackle COVID-19, Chatham House](#) »

Encadré 4: Extraits des pistes d'action de WATHI pour lutter contre la corruption

- Généraliser dans tous les pays de la région des systèmes d'information permettant à tout citoyen victime ou témoin de dénoncer des faits présumés de corruption et de contribuer directement au travail des institutions nationales chargées de lutter contre la corruption. La disponibilité d'informations est capitale dans la lutte contre la corruption aussi bien pour la prévention que pour la répression des abus de fonctions publiques à des fins privées. En plus des systèmes d'information à renforcer dans toutes les institutions publiques, il est nécessaire de faire appel aux témoignages des populations. Une plus grande participation citoyenne dans la lutte contre la corruption peut produire des résultats remarquables et elle est désormais facile à mettre en œuvre à l'ère de l'internet et des autres technologies de l'information et de la communication...
- Il est facile de mettre en place dans tous les pays de la zone WATHI des sites internet dédiés à la collecte d'informations provenant du grand public sur des cas suspects de corruption, de détournements de fonds, de manipulation de l'attribution de marchés, de conflits d'intérêts, etc. La collecte d'informations est également possible par messages texte (SMS), par téléphone au moyen de numéros verts et par tout autre outil de communication accessible au plus grand nombre. Ces systèmes peuvent être gérés soit par des centres indépendants mis en place par des coalitions nationales d'organisations de la société civile en partenariat avec une autorité officielle de lutte contre la corruption ; soit directement par l'autorité en charge de la lutte contre la corruption dans chaque pays.
- Promouvoir la formation de journalistes d'investigation et mettre en place des cadres légaux pour la protection des journalistes et des lanceurs d'alerte. Sensibiliser les étudiants en journalisme et les professionnels des médias en activité à la thématique de la corruption à travers des formations spécialisées constitue une piste d'action essentielle. Les pratiques associées à la grande corruption sont de plus en plus complexes, avec notamment des prolongements internationaux dans les paradis fiscaux. Réunir des preuves ou des éléments de preuve suffisamment convaincants pour publier des articles sur des faits présumés de corruption exige un niveau très élevé de professionnalisme et de connaissances spécialisées en matière d'exploitation d'informations financières.
- Les journalistes ainsi que les personnes de l'intérieur du « système » qui peuvent leur donner des informations sensibles sur des faits de corruption ou des pratiques associées, doivent bénéficier de mécanismes légaux spécifiques de protection. Au niveau international, le débat a été lancé sur la protection des « lanceurs d'alerte » à

la faveur d'affaires très médiatisées au cours de ces dernières années. Dans la région et en Afrique, la question de la protection des lanceurs d'alerte et des journalistes indépendants se pose et le domaine dans lequel ils sont le plus exposés est bien celui de la révélation des pratiques d'enrichissement illicite de hautes personnalités politiques ou économiques. En l'absence de mécanismes légaux de protection dédiés, il y a peu de chances de voir des journalistes et les entreprises de presse qui les emploient oser publier des articles révélant des affaires de corruption.

Source : [WATHI \(Juin 2016\), « Comment lutter contre la corruption en Afrique de l'Ouest ? », Mataki Numéro 1](#)

Version originale: “ The government opted for transparency and people were told in stark terms what could happen next. Not only did the delivery of information on social media channels help control panic, it also strengthened the credibility of the public administration in the eyes of its citizens. ”

Version traduite: « Le gouvernement de Singapour a opté pour la transparence et la population a été informée en termes très clairs de ce qui pourrait se passer ensuite. Non seulement la diffusion d'informations sur les médias sociaux a permis de contrôler la panique, mais elle a également renforcé la crédibilité de l'administration publique aux yeux des citoyens. »

Version originale: “ The authority that moves large numbers of people to cohesive action is not the coercive power of the state as much as the authority of specialists and the credibility that they command. As stated above, the vice president of Taiwan is an epidemiologist who leads by example in making public service announcements and informing the public about the state of the pandemic and the government's response. ”

Version traduite: « L'autorité qui pousse un grand nombre de personnes à agir de manière cohérente n'est pas le pouvoir coercitif de l'État mais plutôt l'autorité des spécialistes et la crédibilité qu'ils commandent. Par exemple, le vice-président de Taïwan est un épidémiologiste qui donne l'exemple en faisant des annonces de service public et en informant le public sur l'état de la pandémie et la réponse du gouvernement. »

[Wharton University of Pennsylvania \(2020\), « Combating COVID-19: Lessons from Singapore, South Korea and Taiwan »](#)

Encadré 5: Une approche globale de la société est nécessaire

L'adoption d'une approche globale de la société est particulièrement importante dans cette crise. Il est demandé aux citoyens de participer activement aux mesures d'endiguement, y compris la distanciation sociale, l'auto-quarantaine et le soutien de la communauté, pendant des périodes de temps considérables mais inconnues. Une approche globale de la société engage les individus, les familles, les institutions religieuses, la société civile, le secteur privé, les médias et autres à soutenir les efforts nationaux afin qu'ils soient efficaces et à prévenir les problèmes majeurs d'ordre public qui exacerbent les pressions existantes sur la capacité du secteur public. Pour que ces stratégies fonctionnent, toutes les parties prenantes doivent y être associées. En outre, pour éviter que la société ne s'arrête complètement pendant de longues périodes d'auto-quarantaine ou de verrouillage, l'engagement actif des employeurs, des universités et des écoles est essentiel pour promouvoir le travail à distance, l'enseignement à domicile et les efforts d'éducation en ligne. À titre d'exemple, l'adoption par le Premier ministre canadien du slogan «Team Canada Effort» vise à mobiliser le soutien social et communautaire pour gérer la crise.

Traduction de WATHI

Source : Ola G. El-Taliawi and Zeger van der Wal (2020), [« Three lessons in crisis governance for the age of coronavirus »](#)

h. Les principes démocratiques malmenés à travers les calendriers électoraux

« Si la fixation du calendrier électoral pour les présidentielles et législatives est constitutionnelle, le respect du calendrier en circonstances exceptionnelles est une arme électorale redoutable aux mains des gouvernants du moment, comme en témoignent les réformes en cours en Pologne et en Centrafrique. »

Seni Mahamadou Ouedraogo, Djibrihina Ouedraogo (2020), [« Les élections présidentielles et législatives à l'épreuve du Covid-19 : une mise en lumière en Afrique de l'Ouest francophone, Université Ouaga II », Université Ouaga II](#)

i. Impacts de la Covid-19 sur les violences basées sur le genre et la révélation du leadership féminin dans le monde

Version originale: “ According to a UN Women report titled, COVID-19 and Ending Violence Against Women and Girls’, emerging data shows that since the outbreak of COVID-19, violence against women and girls (VAWG), and particularly domestic violence, has intensified. ”

Version traduite: « Selon un rapport de l’ONU Femmes intitulé «COVID-19 et mettre fin à la violence contre les femmes et les filles», les données émergentes montrent que depuis l’apparition de COVID-19, la violence contre les femmes et les filles, et en

particulier la violence domestique, s'est intensifiée. »

Partners West Africa Nigeria (2020), « Rapid assessment of covid 19 pandemic on nigerian women »

Version originale: “ There have been years of research timidly suggesting that women’s leadership styles might be different and beneficial. Instead, too many political organisations and companies are still working to get women to behave more like men if they want to lead or succeed. ”

Version traduite: « Des années de recherche ont timidement suggéré que les styles de leadership des femmes pourraient être différents et bénéfiques. Au lieu de cela, trop d’organisations politiques et d’entreprises s’efforcent encore d’amener les femmes à se comporter davantage comme des hommes si elles veulent diriger ou réussir. »

Version originale: “ From Iceland to Taiwan and from Germany to New Zealand, women are stepping up to show the world how to manage a messy patch for our human family. Add in Finland, Iceland and Denmark, and this pandemic is revealing that women have what it takes when the heat rises in our Houses of State. ”

Version traduite: « De l’Islande à Taïwan et de l’Allemagne à la Nouvelle-Zélande, les femmes se mobilisent pour montrer au monde entier comment gérer une situation désastreuse pour notre famille humaine. Si l’on ajoute la Finlande, l’Islande et le Danemark, cette pandémie révèle que les femmes ont ce qu’il faut quand la pression monte dans nos institutions publiques. »

Avivah Wittenberg-Cox (2020), « What do countries with the best coronavirus responses have in common? »

j. La Covid-19 a agrandi les traits des failles qui existaient déjà dans le fonctionnement des États et le mode de gestion des ressources

Version originale: “ Like a tectonic storm, the COVID-19 pandemic threatens to shatter the foundations of states and institutions whose profound failings have been ignored for too long. It is impossible to list these, suffice it to mention chronic under-investment in public health and fundamental research, limited achievements in food self-sufficiency, the mismanagement of public finances, the prioritisation of road and airport infrastructures at the expense of human well-being. ”

Version traduite: « Telle une tempête tectonique, la pandémie de la COVID-19 menace de briser les fondations des États et des institutions dont les profondes défaillances ont été trop longtemps ignorées. Il est impossible de les énumérer, il suffit de mentionner le sous-investissement chronique dans la santé publique et la recherche fondamentale, les réalisations limitées en matière d’autosuffisance alimentaire, la mauvaise gestion des finances publiques, la priorité donnée aux infrastructures routières et aéroportuaires au détriment du bien-être humain. »

Wole Soyinka, Makhily Gassama, Cheikh Hamidou Kane et al. (2020), « COVID-19 Crisis: African Leaders, The Time To Act Is Now! », Premium Times Opinion

Encadré 6: Des innovations institutionnelles pour une gouvernance démocratique et efficace

Les pays ouest-africains ont un besoin vital de réformes institutionnelles qui augmentent les chances d'avoir des dirigeants soucieux de l'intérêt général et des institutions fortes. C'est le sens des pistes d'action proposées par le cercle de réflexion citoyen Wathi dans sa dernière publication.

- Encadrer les pouvoirs de nomination des chefs d'État aux plus hautes fonctions

Changer le rapport entre les gouvernants et les gouvernés implique de déterminer dans la Constitution des limites aux pouvoirs exorbitants des chefs d'État, en particulier le pouvoir de nomination des membres du gouvernement et des hauts responsables civils et militaires. Il faudrait instaurer le principe d'audiences publiques et de vote de confirmation, par une commission de l'Assemblée nationale, des nominations proposées par le président de la République pour les fonctions ministérielles et pour les plus hautes fonctions de l'administration civile et militaire. C'est le cas aux États-Unis, où le président ne peut nommer directement qui il veut à toute haute fonction sans vérifier qu'il a toutes les chances de passer l'examen au Sénat. Il n'y a pas de raison pour que dans des pays africains qui ont un besoin vital d'avoir les femmes et les hommes qu'il faut à la place qu'il faut, les chefs d'État, parce qu'ils sont élus, puissent placer absolument qui ils veulent à la tête d'institutions cruciales pour la stabilité et le progrès de tout un pays.

- Dépolitiser l'administration et renforcer les institutions dédiées au contrôle de l'utilisation des ressources publiques

Il faut édicter des règles précises et un cadre d'évaluation de la performance des services publics. WATHI propose de créer des commissions du service public qui soient chargées de définir les règles gouvernant les recrutements, les rémunérations, les promotions et les sanctions dans l'administration et de veiller à la neutralité politique des administrations publiques. Cette commission rendrait compte chaque année de la performance du service public, des efforts entrepris pour l'améliorer, des faiblesses les plus importantes aussi bien en matière de performance globale que de contribution à la réduction des inégalités extrêmes entre les régions d'un même pays dans l'accès aux services. Les institutions qui ont pour noms la Cour des comptes, le Bureau du vérificateur général, l'Auditeur général, selon les pays, devraient être des piliers de l'édifice institutionnel dans des pays où les ressources sont rares et les besoins immenses. Tout le monde le sait : la férocité de la compétition pour le pouvoir en Afrique est fortement corrélée à l'accès privilégié et trop souvent incontrôlé des gouvernants aux ressources.

Les réformes doivent garantir aux membres de ces institutions une autonomie d'action, une indépendance effective et l'accès des citoyens à tous leurs rapports. Dans des pays considérés comme pauvres, il n'est pas acceptable que des fonds dits politiques soient à la disposition des élites dirigeantes sans aucun mécanisme démocratique de contrôle.

- **Sacraliser la constitution et les juridictions constitutionnelles**

Il ne sert à rien de doter un pays d'une constitution très élaborée et progressiste si elle peut être violée sans conséquence majeure et si les citoyens n'ont aucun moyen de défendre leurs droits constitutionnels. C'est pour cela qu'il faut accorder une importance cruciale aux juridictions chargées de protéger l'esprit et la lettre de la constitution : les cours ou conseils constitutionnels, ou les cours suprêmes, en fonction des pays. Il convient de mettre l'accent sur un mandat non renouvelable et de longue durée pour les membres de ces juridictions et sur des conditions explicites d'intégrité personnelle et d'expérience professionnelle pertinente. Les modèles de Cour constitutionnelle du Bénin, du Ghana et surtout de l'Afrique du Sud pourraient servir d'inspiration. Il faudrait aussi accorder le droit de saisine des juridictions constitutionnelles à tous les citoyens pour violation d'une liberté fondamentale ou de toute autre disposition constitutionnelle.

- **Créer une haute autorité chargée de la consolidation de la démocratie par le débat public**

Passer de l'obsession électorale à celle d'une gouvernance démocratique qui a du sens pour les populations africaines exige des innovations institutionnelles. Wathi propose notamment la création d'une haute autorité chargée de la consolidation de la démocratie, institution indépendante qui aurait pour mandat constitutionnel de conduire des campagnes d'éducation civique de la population, d'organiser des débats annuels sur les grands domaines de l'action publique (éducation, santé, sécurité, politique économique, politique sociale, politique culturelle, protection de l'environnement, politique étrangère) et de produire un rapport annuel public sur l'état de la gouvernance démocratique assorti de recommandations.

Source : *Gilles Olakounlé Yabi (2018, 21 mars)*, « *Il faut changer le rapport entre les gouvernants et les gouvernés en Afrique de l'Ouest* », *Le Monde*

2. Les pistes d'actions

a. Collaborer avec les influenceurs et les médias pour faire du fact-checking

« Le Sénégal et le Kenya ont reconnu le danger que représentent les fake news face à la gestion de la pandémie et, dans le but d'en dissuader la propagation, prévoient de punir par une amende toute personne qui répandra de fausses informations. D'ailleurs, des convocations à la police d'auteur.e.s de fake news ont déjà eu lieu au Sénégal. »

« Une solution serait de pourvoir des personnes d'influence en connexion internet et en informations crédibles, qu'elles puissent parler à leurs communautés à travers la radio, la télévision, des vidéos et des lives Instagram pour que des visages qui inspirent confiance partagent constamment des choses vraies et utiles. Une autre solution serait de continuer à collaborer avec les médias pour financer du fact-checking. »

Hawa Ba et Ayisha Osori (2020), « L'Afrique et le Covid-19: quel vaccin contre la désinformation? Ouestaf », Ouestaf

b. Renforcer des politiques de protection sociale

« Le renforcement des systèmes de protection sociale devrait donc être orienté sur les questions de santé, de l'informel, de chômage, d'indécence de l'emploi et de précarité des revenus qui caractérisent le quotidien de millions de travailleurs dans le monde en :

- garantissant l'accès universel aux soins de santé pour tous et de qualité. Ce qui passe par l'amélioration des systèmes sanitaires afin d'assurer des prises en charge adéquates et une riposte efficace à d'éventuelles crises sanitaires;
- protégeant les personnes travaillant dans l'économie informelle à travers des politiques innovantes facilitant leur transition vers l'économie formelle;
- garantissant la protection des revenus et des emplois et en promouvant le travail décent à travers des législations protégeant les droits des travailleurs;
- garantissant des revenus aux travailleurs au chômage à travers la mise en place de mécanismes d'assurance chômage. »

Amela Ariane Agbozo (2020), « Covid-19 : vers un renforcement des systèmes de protection sociale? Civil Academy for Africa's Future (CIAAF) »

c. Promouvoir des solutions endogènes

- « • Susciter et promouvoir les initiatives et les solutions de développement endogène ;
- Mettre en place une organisation proactive efficace dans les secteurs sociaux et les secteurs stratégiques nationaux : Le Burkina Faso (par exemple) dont l'économie est dominée par le secteur informel à près de 90% devra saisir l'occasion de cette crise sanitaire pour mieux organiser ledit secteur à travers le recensement de tous ses acteurs en vue de l'implémentation d'un système d'identification informatisé des acteurs de ce secteur.
 - Investir massivement dans les TIC : Les technologies de l'information et de la communication apportent des alternatives fortes dans les domaines de la production et du développement socioéconomique. »

Pr Kaboré Pato Daniel, Dr Sanou Erdjouman Jean, Mr Ouedraogo André, Richard Mme Tapsoba/Mare Gisèle (2020), « L'économie burkinabè à l'épreuve du COVID-19 : conséquences et orientations pour un développement durable, Présidence du Faso »

Version originale: “ Smart, innovative, and local initiatives are springing up, showcasing just how powerful grassroots movements can be, especially when supported by local authorities. Examples include universities producing hand sanitisers, civil society actors distributing kits for handwashing and leading communication campaigns on preventive measures in local dialects, tailors making masks, as well as the private sector repurposing manufacturing processes to produce PPE or ventilators. Similar to the Ebola outbreak in

2014-16, the Covid-19 pandemic shows that there is no other option but to rely on local actors and promote local initiatives during crisis management. ”

Version traduite: « Des initiatives intelligentes, innovantes et locales voient le jour, montrant à quel point les mouvements de base peuvent être puissants, surtout lorsqu'ils sont soutenus par les autorités locales. On peut citer comme exemples les universités qui produisent des désinfectants pour les mains, les acteurs de la société civile qui distribuent des kits pour le lavage des mains et mènent des campagnes de communication sur les mesures préventives dans les dialectes locaux, les tailleurs qui fabriquent des masques, ainsi que le secteur privé qui réoriente les processus de fabrication pour produire des respirateurs. Tout comme l'épidémie d'Ebola en 2014-16, la pandémie de Covid-19 montre qu'il n'y a pas d'autre option que de s'appuyer sur les acteurs locaux et de promouvoir les initiatives locales pendant la gestion de la crise. »

Sahel and West Africa Club Secretariat - OECD (2020), « When a global virus meets local realities : Coronavirus (COVID-19)in West Africa »

Encadré 7: La gestion de crise en Allemagne : « cabinet Corona » et réaction collective

En Allemagne, le dialogue entre l'État fédéral et les Länder est resté la pierre angulaire de la gestion de la crise. Les principales mesures arrêtées par l'Allemagne pour lutter contre l'épidémie ont toutes été annoncées à l'issue de concertations entre la Chancelière et les Ministre-Présidents, lors de conférences de presse réunissant symboliquement la Chancelière Angela Merkel (CDU), le Ministre-Président de Bavière Markus Söder (CSU) et le Maire de Hambourg, Peter Tschentscher (SPD). Le choix de ces trois personnalités s'explique par la volonté de refléter les équilibres politiques inhérents à la grande coalition. Il rend également compte d'une volonté de mise en scène du fédéralisme, en associant aux annonces de ces décisions les deux exécutifs des Länder considérés comme les plus opposés, et les plus puissants.

Au-delà de cet attachement formel au fédéralisme, la nécessité de répondre efficacement à la crise a conduit à un renforcement du pouvoir de l'État fédéral au détriment de celui des ensembles régionaux... Cette situation d'exception a imposé une réorganisation du fonctionnement du gouvernement fédéral pour lui permettre de gagner en réactivité et en efficacité. Depuis le début de la crise, un « petit cabinet Corona » se réunit ainsi chaque lundi sous la direction de la Chancelière. Il comprend les ministres de la Défense, des Finances, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Santé, et le chef du bureau de la chancellerie fédérale. C'est là que se prennent les décisions majeures relatives à la gestion de la crise, sous ses aspects directement sanitaires ou économiques. Le Conseil des ministres régulier a lieu le mercredi. Au cours de ce Conseil, des experts, ceux du Robert Koch-Institut notamment, viennent faire le point sur la situation sanitaire. Enfin, le jeudi, c'est le « grand cabinet Corona » qui se réunit. Y sont conviés, outre les participants du lundi, les ministres techniques concernés par une question particulière...

Des structures interministérielles ont été créées, notamment entre les ministères de la Santé et celui de l'Intérieur. Au sein du ministère de la Santé, une cellule d'approvisionnement (Beschaffungsstab) réunit des représentants du ministère des Finances, des Affaires étrangères, ainsi que des représentants d'entreprises de commerce international, avec lesquelles le ministère de la santé a conclu des accords. À ces structures s'ajoutent des « taskforce » au sein de laquelle sont désignés des correspondants au sein des ministères, qui travaillent conjointement avec des représentants des Länder et des parlementaires. Elles traitent notamment de questions de logistique, de recherche scientifique, ou de solutions digitales.

Source : *Institut Montaigne (2020) « L'action publique face à la crise du Covid-19 », Note Juin 2020*

d. Améliorer les processus électoraux

« En raison des contraintes posées par le vote sur place, il est possible de recourir au vote par correspondance et au vote électronique. Il faudrait alors, comme la Pologne vient de le faire, réviser le code électoral pour intégrer ces modalités de vote qui seraient inédites. Cette révision du code électoral pour être valide, au regard de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG), doit intervenir 6 mois avant les élections et sur approbation de l'ensemble des forces politiques. »

« Les accords et arrangements politiques ont été suffisamment évoqués par la doctrine publiciste africaine qu'il n'est plus besoin de revenir sur ces avantages et inconvénients, sauf à montrer qu'ils sont devenus un régulateur politique en Afrique. A vrai dire, face aux nombreuses menaces qui pèsent sur les fragiles démocraties et qui font émerger de nouvelles figures politiques, par le biais des réseaux sociaux, le dialogue des acteurs est une excellente manifestation de la démocratie participative. »

Seni Mahamadou Ouedraogo, Djibrihina Ouedraogo (2020), « *Les élections présidentielles et législatives à l'épreuve du Covid-19 : une mise en lumière en Afrique de l'Ouest francophone, Université Ouaga II* »

e. Vulgariser les outils disponibles pour lutter contre les violences basées sur le genre

Version originale: “ Civil Society Organizations especially those that focus on the safety and security of women can continue to create awareness on available mechanisms for reporting of such cases, as well making reporting mechanisms more accessible. ”

Version traduite: « Les organisations de la société civile, en particulier celles qui se concentrent sur la sûreté et la sécurité des femmes, peuvent continuer à faire connaître les mécanismes disponibles pour signaler les cas de violence, et rendre ces mécanismes plus accessibles. »

PARTNERS West Africa Nigeria (2020), « *Rapid assessment of covid 19 pandemic on nigerian women* »

f. Adapter les outils de communication et le contenu des messages

Version originale: “ Singapore, South Korea and Taiwan learned from the past and put in place a set of competencies and response capabilities. These capabilities required effective communication techniques, rapid dissemination of information, the ability to recognize emerging patterns and act on them, and finally, the ability to reach the individual citizen and orchestrate cohesive group action.”

Version traduite: « Singapour, la Corée du Sud et Taïwan ont tiré les leçons du passé et mis en place un ensemble de compétences et de capacités de réaction. Ces capacités exigeaient des techniques de communication efficaces, une diffusion rapide de l'information, la capacité de reconnaître les tendances émergentes et d'agir en conséquence, et enfin, la capacité d'atteindre le citoyen individuel et d'orchestrer une action de groupe cohérente. »

Wharton University of Pennsylvania (2020), « [Combating COVID-19: Lessons from Singapore, South Korea and Taiwan](#) »

« Les grands discours en « gros français », comme on dit en Afrique de l'Ouest, ou les déclarations managériales de certains leaders anglophones, doivent être traduits dans les langues réellement parlées dans les rues et les campagnes africaines. Ainsi, le discours de Macky Sall a été traduit en wolof, Andry Rajoelina s'adresse à ses concitoyens en malgache, le Bénin a lancé une série de spots radio dans une quinzaine de langues nationales, et le président tchadien « invite vivement à traduire les messages [...] dans nos différentes langues nationales pour atteindre un large public. »

François Backman (2020), « [Covid-19 en Afrique: quand les présidents parlent, Fondation Jean Jaurès](#) »

Version originale: “ Our belief is that ‘emergency’ cannot, and should not constitute a mode of governance. We must instead be seized by the real urgency, which is to reform public policy, to make them work in favour of African populations and according to African priorities. In short, it is imperative to put forth the value of every human being, regardless of status, over and beyond any logic of profit-making, domination or power capture. ”

Version traduite: « Notre conviction est que « l'urgence » ne peut et ne doit pas constituer un mode de gouvernance. Nous devons au contraire être saisis par la véritable urgence, qui est de réformer les politiques publiques, de les faire fonctionner en faveur des populations africaines et en fonction des priorités africaines. En bref, il est impératif de mettre en avant la valeur de chaque être humain, quel que soit son statut, au-delà de toute logique de profit, de domination ou de prise de pouvoir. »

Wole Soyinka, Makhily Gassama, Cheikh Hamidou Kane et al. (2020), « [COVID-19 Crisis: African Leaders, The Time To Act Is Now!](#) », Premium Times Opinion

2. LES CONTRIBUTIONS CITOYENNES

Les contributions citoyennes sont un pont entre WATHI et les citoyens de la région ouest-africaine et d'ailleurs. Un espace qui leur permet de s'exprimer à travers des articles publiés par le site de WATHI dans la section Le débat

1. Les constats

a. Les défis liés au renforcement des institutions publiques

Version originale: “ For the effectiveness of economic measures relies on political conditions that most African countries fail to meet, such as: the organization of social relations based on a minimal understanding of justice shared by all; the empowerment of a public sphere, the only one capable of giving shape to the idea of common good, and which binds people together as a community of interests; the existence of accountability mechanisms based on a contractual relationship between rulers and ruled; and, finally, an organization of the practice of power that makes political and social institutions effective. Thus, the political conditions refer to a coordinated set of normative, intellectual, and organizational possibilities. ”

Version traduite: « L'efficacité des mesures économiques repose sur des conditions politiques que la plupart des pays africains ne parviennent pas à remplir, telles que : l'organisation de relations sociales fondées sur une conception minimale de la justice partagée par tous ; l'autonomisation d'une sphère publique, seule capable de donner forme à l'idée de bien commun, et qui lie les gens entre eux en tant que communauté d'intérêts ; l'existence de mécanismes de responsabilisation fondés sur une relation contractuelle entre les dirigeants et les gouvernés ; et, enfin, une organisation de la pratique du pouvoir qui rende les institutions politiques et sociales efficaces. Ainsi, les conditions politiques font référence à un ensemble coordonné de possibilités normatives, intellectuelles et organisationnelles. »

Amadou Sadjo Barry (2020), « COVID-19: Africa's Renewal Will Either Be Political or Not, WATHI »

Encadré 8: Pouvoir médical et pouvoir politique : écoute, dialogue et décision

Le dialogue entre scientifiques et politiques, et la répartition de leurs rôles pendant la crise sanitaire, est un élément structurant de la réponse à la pandémie. Dans chaque pays, la crise du Covid-19 a mis à l'épreuve les dispositifs institutionnels et reconfiguré les rapports entre science et politique. Alors que les États-Unis et la Grande-Bretagne étaient dotés des systèmes de veille et d'alerte les plus formalisés, la décision politique a brutalement remis en cause les cadres prévus pour la gestion de crise, avec par exemple, aux États-Unis, le dessaisissement du Center for Disease Control au profit d'une task force très politique, sous la présidence de Mike Pence (le vice-président sous Donald Trump, note WATHI).

À l'inverse, c'est la rencontre fortuite entre le gouverneur de la Vénétie, Luca Zaia, et du professeur Andrea Crisanti, chercheur de l'Imperial College qui venait de s'installer à l'université de Padoue, qui a permis une gestion de crise particulièrement efficace dans cette région du nord de l'Italie, reposant notamment sur une stratégie de dépistage très volontariste, et l'isolement rapide des premiers foyers infectieux. En Allemagne, le Robert Koch Institut joue un rôle profondément structurant : centre de santé publique rattaché à l'État fédéral, il centralise l'ensemble des données liées à la maladie et élabore la doctrine scientifique sur chacun des aspects de la réponse sanitaire. Son directeur, Lothar Wieler, informe aussi bien le gouvernement fédéral, chaque semaine lors du Conseil des ministres, que le public lors de conférences de presse particulièrement suivies.

Source : *Institut Montaigne (2020), « L'action publique face à la crise du Covid-19 », Note Juin 2020*

Encadré 9: Le pilotage politique de la gestion de la crise à Taïwan

L'activation le 20 janvier du centre de commandement central des épidémies (CECC) est un temps fort de la gestion de la crise du Covid-19 à Taïwan. Une fois activée, la structure domine la chaîne de commandement exécutif de lutte contre le virus. Mais il est important de souligner que les premières mesures de contrôle des vols en provenance de Wuhan, dès le 31 décembre, ont été adoptées par le Centre de Contrôle des Maladies (CCM). Dès le 15 janvier, soit plus d'une semaine avant l'OMS, le CCM classe le virus dans la catégorie des maladies transmissibles – bénéficiant d'informations en provenance directe de Wuhan par le biais d'un officiel de la santé Taïwanais qui a pu échanger avec des responsables locaux et collecter des informations de première main.

Le CCM est une entité permanente sous la tutelle du ministère de la Santé. Il a trois responsabilités dont la crise du Covid-19, après celle du SARS en 2003, a démontré l'importance cruciale sur le plan de l'efficacité de la réponse publique. D'abord, la formulation des politiques de contrôle des maladies infectieuses. Ensuite, la collecte et la distribution en temps réel de l'information sur les caractéristiques des maladies infectieuses et la propagation de la contagion. Enfin, la mise en œuvre rapide des mesures de contrôle, y compris les mises en quarantaine – chaque année, en temps normal, elles concernent 17 000 passagers sur les 20 millions qui entrent à Taïwan.

Les fonctions du CECC diffèrent de celles du CCM. Le CECC est en effet un instrument de coordination temporaire mais avec un pouvoir exécutif. Il a été conçu avec l'objectif d'une capacité de réponse rapide et flexible. Son protocole d'action a évolué avec la crise. Ce n'est qu'à la fin du mois de février que tous les ministères sont subordonnés à l'autorité du CECC.... Le terme de «centre de commandement»

est révélateur – il s'agit d'une démarche de mobilisation des ressources nationales et de recherche d'exécution rapide de décisions fortes, et le champ lexical martial recherche l'analogie avec une campagne militaire.

Source : *Institut Montaigne*, « *L'action publique face à la crise du Covid-19* », Note Juin 2020

b. Les défis liés aux processus électoraux

« Le maintien des élections en pleine crise sanitaire, accaparant l'attention internationale et limitant un certain nombre de libertés fondamentales du fait des mesures mises en place pour lutter contre le virus, telles que les mobilisations de la société civile, apparaît aussi comme une aubaine politique pour des dirigeants au pouvoir fragilisé et contesté depuis plusieurs mois voire plusieurs années. »

Kamina Diallo (2020), « *Voter au heurt de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest : à qui profite la crise? WATHI* »

« En Afrique de l'Ouest par exemple, des élections parlementaires et un référendum constitutionnel largement critiqués ont été organisés en mars 2020 en Guinée. Le changement constitutionnel introduit par le référendum est considéré comme un moyen pour le Président de solliciter des mandats présidentiels supplémentaires, alors qu'il avait déjà effectué deux mandats, limite légale constitutionnelle. Le référendum a été organisé dans un contexte général de troubles et de méfiance à l'égard du gouvernement. Les partis d'opposition ont boycotté le vote et les observateurs indépendants étaient absents. »

Fédération internationale pour les droits humains (2020), « *COVID-19 et élections en Afrique subsaharienne : quels risques pour la démocratie et les droits humains ?*

« A cause de la COVID-19, la plupart des budgets des États africains ont été requalifiés à travers des lois de finances rectificatives ou par le biais de lois d'habilitation donnant les pleins pouvoirs à l'exécutif dans les choix et les orientations à définir face à la pandémie. Les élections évidemment ne seront pas logées à la même enseigne pour ce qui est des priorités dans les planifications financières. Ainsi donc, le défi de la mobilisation de ressources pour la tenue des élections à date échue reste un défi sérieux. »

« Le critère de liberté (d'organisation, de manifestation, de vote) quant à lui postule la tenue d'une campagne électorale, l'organisation du scrutin, la mobilisation des citoyens et des observateurs, autant d'étapes importantes qui sont des instants de contact, de brassage, de rencontre. Il s'agit là donc d'un facteur de propagation très puissant. Nous pouvons prendre l'exemple du double scrutin législatif et référendaire tenu en République de Guinée qui a marqué un tournant décisif dans la propagation du virus au sein de la communauté. Ainsi, le respect de ce critère pourrait venir ruiner tous les

efforts de lutte contre la propagation de la maladie au sein des États. »

Mamadou Seck (2020), « Les processus électoraux en cours en Afrique de l'Ouest à l'épreuve de la COVID-19, WATHI »

c. Crise de la confiance entre gouvernants et gouvernés

Version originale: “ COVID-19 has illuminated the importance of state-society relations and the need for trust between citizens and their government. The extent to which government directives are adhered to depends on the extent that society and the population (i) believe and trust their government, (ii) participate and feel included in their government’s decision-making processes and (iii) feel there is fair and just accountability for transgressors, irrespective of their socio-economic and political status. ”

Version traduite: « COVID-19 a mis en lumière l’importance des relations entre l’État et la société et le besoin de confiance entre les citoyens et leur gouvernement. La manière dont les directives du gouvernement sont respectées dépend de la mesure dans laquelle la société et la population (i) croient et font confiance à leur gouvernement, (ii) participent et se sentent inclus dans les processus décisionnels de leur gouvernement et (iii) estiment qu’il existe une responsabilité juste et équitable pour les transgresseurs, indépendamment de leur statut socio-économique et politique. »

George Mukundi Wachira (2020), « COVID-19 reaffirms the importance of good governance and effective states in Africa », ECDPM Great Insights magazine, Volume9, Issue3

Encadré 10: Les figures du bon gouvernant

Pour arriver au « bon gouvernement » et passer de ce qu'il appelle la « démocratie d'autorisation » à la « démocratie d'exercice », Rosanvallon met l'accent sur les « figures du bon gouvernant » en insistant sur l'impératif d'un rapport de confiance entre gouvernants et gouvernés : « Avec la notion de confiance, c'est la qualité des gouvernants eux-mêmes qui est envisagée comme moyen de leur donner cette capacité d'exister dans la durée. Deux capacités apparaissent pour cela essentielles. L'intégrité d'abord. Car elle donne une information importante sur la qualité des personnes et l'adéquation morale à une fonction ; elle permet d'opérer une forme d'identification entre ces personnes et les responsabilités qu'elles exercent et par là même de leur donner une épaisseur temporelle. Le parler vrai est la seconde qualité qui permet aussi de construire le type de rapport cognitif constitutif de la confiance. »

L'accent mis sur l'intégrité et sur la nécessité d'une adéquation morale des personnes aux fonctions publiques qu'elles entendent exercer mérite d'être souligné. En Afrique, dans un pays comme le Brésil, et même en Europe et aux États-Unis, la perte de confiance dans les systèmes démocratiques est en grande partie liée

à la perception par les peuples d'une confiscation de tous les leviers du pouvoir politique, économique et financier par des élites corrompues quelles que soient leurs convictions politiques affichées.

Dans les pays africains, il suffit d'être présent sur les réseaux sociaux pour constater à quel point les jeunes considèrent, sans doute à l'excès, les acteurs politiques de leurs pays respectifs comme corrompus et égoïstes. L'image des principaux leaders politiques n'est associée quasiment nulle part à des qualités morales et l'intégrité ne semble pas être considérée comme étant une qualité indispensable pour prétendre exercer une haute fonction publique.

Source : *Gilles Olakounlé Yabi (2016, 23 décembre), « Sortir de la désillusion démocratique et jeter les bases du « bon gouvernement » en Afrique (et ailleurs) », wathi.org*

Version originale: “ Women, persons with disabilities, youth and other marginalised groups have been most severely affected by the pandemic. Their inclusion in political and decision-making processes is essential for mitigating this and ensuring that democracy lives up to its promise. ”

Version traduite: « Les femmes, les personnes handicapées, les jeunes et d'autres groupes marginalisés ont été les plus gravement touchés par la pandémie. Leur inclusion dans les processus politiques et décisionnels est essentielle pour atténuer cette situation et garantir que la démocratie tienne ses promesses. »

Westminster Foundation for Democracy (WFD) (2020), « [Strengthening democracy in a pandemic: 5 lessons from 2020](#) »

2. Les pistes d'action

a. Améliorer la transparence des processus électoraux en considérant les atouts du numérique

« Parmi les alternatives face à la COVID-19 pour une mise en œuvre optimale des processus électoraux et à date échue, nous pouvons convoquer le digital et les opportunités multiples qu'il offre actuellement. En effet, plusieurs outils et plateformes de communication ont été mobilisés depuis la survenance de la pandémie en Afrique notamment. Selon le rapport 2018 Global Digital, « sur le volume d'utilisateurs d'Internet, l'Afrique est la région qui a affiché la plus forte progression en 2017. 435 millions d'utilisateurs sur une population de 1,272 milliard de personnes. »

« Le « télégote » serait possible si certains préalables sont réglés : fiabilité des procédures, choix judicieux et objectif des partenaires techniques, intégrité des processus et des logiciels retenus, cyber sécurité assurée, « cybercitoyenneté » effective, efforts soutenus de réduction de la fracture numérique, assistance aux électeurs dans les lieux de vote, fiabilité du dispositif technique, défi de l'alphabétisation relevé, etc. Au Sénégal par

exemple, une jonction Direction générale des élections et Agence de l'informatique de l'État (élargie éventuellement à d'autres structures spécialisées) pourrait constituer les bases de la mise en œuvre d'une telle solution. »

Mamadou Seck (2020), « [Les processus électoraux en cours en Afrique de l'Ouest à l'épreuve de la COVID-19, WATHI](#)»

Version originale: “ It is critical that there be political consensus around the decisions related to holding elections, including when, where and how to hold them, as well as the measures needed to address pandemic concerns. This consensus will need to be reached among entities that may not be accustomed to working together, such as the election commission, the ruling party, and the opposition. Second, the earlier the planning begins for holding elections the better. Rushing new measures can not only confuse voters, but also give the appearance of manipulation of the process. ”

Version traduite: « Il est essentiel qu'il y ait un consensus politique autour des décisions relatives à la tenue d'élections, notamment sur le moment, le lieu et la manière de les organiser, ainsi que sur les mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations liées à la pandémie. Ce consensus devra être atteint entre des entités qui n'ont peut-être pas l'habitude de travailler ensemble, telles que la commission électorale, le parti au pouvoir et l'opposition. Plus la planification de la tenue des élections est précoce, mieux la situation sera sous contrôle. Le fait de précipiter l'adoption de nouvelles mesures peut non seulement semer la confusion chez les électeurs, mais aussi donner l'impression d'une manipulation du processus. »

The Democracy & Human Rights Working Group, McCain Institute (2021), « [Global elections and covid-19: lessons learned and the way forward](#) »

Version originale: “ Technology can be both a weapon and a shield, a powerful enabler, and a crippling agent. We risk exacerbating the democratic regression spreading across West Africa if the underlying, structural problems remain unaddressed. There are a few things we must focus on to ensure we get the best of technology. Firstly, reforming the culture of what it means to be in power and what it means to be a citizen to repair the broken social contract between citizens and the state. The political economy of governance and elections creates powerful incentives for thwarting democracy, and until these incentives are reduced or removed through constitution and electoral reforms, introducing technology will not improve the legitimacy of elections. ”

Version traduite: « La technologie peut être à la fois une arme et un bouclier, un outil puissant et un agent paralysant. Nous risquons d'exacerber la régression démocratique qui se propage en Afrique de l'Ouest si les problèmes structurels sous-jacents ne sont pas résolus. Il y a quelques points sur lesquels nous devons nous concentrer pour nous assurer que nous obtenons le meilleur de la technologie. Premièrement, réformer la culture de ce que signifie être au pouvoir et ce que signifie être un citoyen pour réparer le contrat social rompu entre les citoyens et l'État. L'économie politique de

la gouvernance et des élections crée de puissantes incitations pour contrecarrer la démocratie, et tant que ces incitations ne seront pas réduites ou supprimées par des réformes constitutionnelles et électorales, l'introduction de la technologie n'améliorera pas la légitimité des élections. »

Udo Jude Ilo and Ayisha Osori (2021), « [COVID-19 Disruptions and use of Technology in Elections: Lessons for West Africa](#) », Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)

Encadré 11: Technologie et élections en temps de crise sanitaire

La technologie a ses mérites : COVID-19 est une réalité qui pourrait nous accompagner pendant un certain temps, et il faut procéder à certains ajustements dans le déroulement habituel des élections. Les élections du 15 avril en Corée du Sud, qui se sont déroulées alors que le monde s'éteignait, constituent un modèle de réussite. Les élections des 300 membres de sa 21e Assemblée nationale ont enregistré un taux de participation de 66 % sur les 44 millions d'électeurs inscrits. En plus des nombreux changements administratifs et politiques nécessaires pour s'adapter à un environnement changeant, la forte culture démocratique et l'efficacité du gouvernement coréen pour contenir le virus ont contribué à maintenir la confiance des électeurs... La technologie a également joué un rôle. Pour répondre à la question de la transparence du processus de vote, la Commission électorale nationale a introduit la diffusion en direct du processus de vote et de dépouillement. Un nombre important de bulletins de vote ont été envoyés par la poste afin de limiter la foule dans les bureaux de vote. Les médias sociaux et d'autres outils technologiques ont permis d'assurer une information adéquate et opportune des citoyens et des électeurs. Ces processus ont contribué à renforcer la confiance dans le processus, et cela a été rendu possible grâce à une culture politique positive sous-jacente.

Traduction de WATHI

Source : *Udo Jude Ilo and Ayisha Osori (2021), [COVID-19 Disruptions and use of Technology in Elections: Lessons for West Africa](#), Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)*

b. Promouvoir une approche communautaire dans la gestion des crises

Version originale: “ For urban cities in Africa, approaches in managing Covid-19 must not be rigid, but must be flexible to adopt systems that meets the realities of the vulnerable population. For slums and informal settlement communities, a traditional knowledge-based approach in fighting Covid-19 is key and must be encouraged. Lastly, while these communities are advised to get prepared, it is time for African governments to prioritize the provision of basic human rights of water, health-care, sanitation and adequate housing in these slums and informal settlements. ”

Version traduite: « Pour les villes urbaines d'Afrique, les approches dans la gestion

de Covid-19 ne doivent pas être rigides, mais doivent être flexibles pour adopter des systèmes qui répondent aux réalités de la population vulnérable. Pour les bidonvilles et les communautés d'établissement informelles, une approche basée sur les connaissances traditionnelles dans la lutte contre le Covid-19 est essentielle et doit être encouragée. Enfin, s'il est conseillé à ces communautés de se préparer, il est temps pour les gouvernements africains de donner la priorité à la fourniture des droits humains fondamentaux que sont l'eau, les soins de santé, l'assainissement et un logement adéquat dans ces bidonvilles et établissements informels. »

Unyime Eyo (2020), « Promoting community-led approaches against Covid-19 in slums and informal settlements across African urban-cities », WATHI

Version originale: “ Community consultation can achieve what diktat cannot. This is where a distinctively African doctrine of epidemic mitigation could start. Building on the experience of managing epidemics such as HIV/AIDS and Ebola, African communities, activists and governments can develop practices of community consultation driven by evidence exchange: scientific evidence from the experts, contextual realities from the people. ”

Version traduite: « La consultation communautaire peut réaliser ce que le diktat ne peut pas faire. C'est là que pourrait commencer une doctrine typiquement africaine d'atténuation des épidémies. En s'appuyant sur l'expérience de la gestion d'épidémies telles que le VIH/sida et le virus Ebola, les communautés, les militants et les gouvernements africains peuvent développer des pratiques de consultation communautaire fondées sur l'échange de preuves : preuves scientifiques des experts, réalités contextuelles de la population. »

Alex de Waal (2020, 31st March), « COVID-19 in Africa: “Know your Epidemic, Act on its Politics.” , Blog-London School of Economics and Political Science »

Encadré 12: Accès à l'information et transparence en République de Corée

L'engagement des citoyens est un élément important de la mise en place du système de réponse. Alors que certains pays ont hésité à révéler leurs épidémies et leurs chiffres, la République de Corée a largement partagé les informations dans le cadre d'une stratégie d'ouverture, de transparence, de participation et de démocratie. La pandémie n'a pas entraîné un rétrécissement de l'espace civique. Les institutions publiques ont travaillé spécifiquement sur des approches visant à prévenir les risques de corruption liés à la pandémie. Les informations épidémiologiques pertinentes pour le traçage des contacts ont été communiquées au public et partagées de manière transparente. À Séoul, par exemple, toutes les informations concernant les infections, ainsi que les contre-mesures prises par la ville, sont contenues et mises à jour sur un site web distinct accessible à tous. Les conférences de presse sont diffusées en direct (et sont disponibles en langue des signes). Dans l'ensemble, la

conviction que la transparence est le meilleur moyen de lutter contre la pandémie est largement partagée.

Traduction de WATHI

Source : Stephan Klingebiel & Liv Tørres (2020), *Republic of Korea and COVID-19: Gleaning governance lessons from a unique approach, Pathfinders*

3. LES RECOMMANDATIONS

La crise sanitaire a mis en évidence le rôle incontournable des États pour faire face aux situations d'urgence vitale pour les populations et pour limiter les conséquences directes et indirectes d'une crise de grande ampleur. Les différents exemples présentés dans ce document montrent qu'il faut des autorités politiques responsables et engagées au plus haut niveau, des institutions et des administrations publiques organisées, idéalement au moins un préparées pour pouvoir être réactives face à des événements inattendus. Il faut aussi des États dont les dirigeants et les animateurs inspirent confiance aux populations, savent écouter toutes les forces vives de leurs pays et savent les intégrer dans le processus de prise de décision.

Les pistes d'action proposées ci-après tiennent compte de ces exigences mais dans le contexte des pays d'Afrique de l'Ouest. Les leçons en termes de gouvernance politique rejoignent, rappellent et se fondent dans les recommandations déjà esquissées dans le Mataki de WATHI sur les réformes politiques et institutionnelles dont ont besoin les pays de la région pour construire des démocraties effectives capables de répondre aux besoins sécuritaires, politiques, économiques et sociaux des populations.

C'est d'abord en mettant en place des institutions, des règles, des principes visant à renforcer la collégialité dans la prise des décisions les plus importantes pour un pays, à prévoir et à organiser la participation des citoyens à la formulation des politiques publiques, à mobiliser et à gérer avec transparence et intégrité les ressources publiques et à ajuster en permanence les réponses lorsqu'elles ne donnent pas les résultats escomptés, que les pays de la région seront capables de mieux faire face aux crises sanitaires et à toutes les autres à venir.

En rendant quasiment impossibles les évacuations sanitaires des élites gouvernantes et de leurs familles vers les hôpitaux européens les plus réputés, la crise de Covid-19 devrait avoir rappelé aux plus hauts responsables politiques ouest-africains que tout le monde pouvait payer au prix fort le sous-investissement chronique et injustifiable dans l'amélioration de la fourniture des services publics les plus essentiels aux populations.

1. Améliorer le processus de sélection des décideurs et dépolitiser les administrations publiques, et notamment :

- a) Instaurer le principe d'audiences publiques et de vote de confirmation, par une commission dédiée de l'Assemblée nationale, des nominations proposées par le président de la République pour les fonctions ministérielles et pour les plus hautes fonctions de l'administration civile et militaire
- b) Créer ou renforcer là où elle existe, une commission du service public chargée de veiller au respect des principes fondamentaux du service public, de proposer les règles gouvernant les recrutements, les rémunérations, les promotions et les sanctions dans l'administration, de veiller à la neutralité politique des administrations publiques. Cette commission rendrait compte chaque année de la performance du service public, des efforts entrepris pour l'améliorer, des faiblesses les plus importantes aussi bien en matière de performance globale que de contribution à la réduction des inégalités régionales dans l'accès aux services publics.

2. Organiser la participation des citoyens au débat et à la détermination des orientations des politiques publiques, en temps normal comme en période de crise, et notamment :

- a) Créer une Haute Autorité en charge de la consolidation de la démocratie, institution indépendante et constitutionnelle qui aurait pour mandat de conduire des campagnes d'éducation civique de la population, d'organiser des débats annuels citoyens sur les grands domaines de l'action publique (éducation, santé, sécurité, politique économique, politique sociale, politique culturelle, protection de l'environnement, politique étrangère) et de produire un rapport annuel public sur l'état de la gouvernance démocratique assorti de recommandations.

3. Renforcer la protection des droits fondamentaux, même en temps de crise, par le parlement et par l'institution chargée de veiller au respect de la Constitution, notamment:

- a) Permettre au Parlement de continuer à jouer son triple rôle de représentation, de législation et de contrôle durant les situations d'urgence en instaurant un cadre juridique adapté à l'état d'urgence en général, et à l'état d'urgence sanitaire en particulier
- b) Renforcer significativement l'institution parlementaire en la dotant de ressources humaines, financières et matérielles adéquates, y compris en matière de systèmes d'information et de communication, et en mettant en place un programme de formation permanente sur financement public de jeunes cadres pour l'assistance parlementaire.
- c) Établir un mode de désignation des membres de la plus haute juridiction en matière constitutionnelle (Cour constitutionnelle, Conseil constitutionnel, Cour suprême, selon les pays) visant à créer les conditions d'une indépendance effective de l'institution, mettant l'accent sur un mandat non renouvelable et de longue durée et sur des conditions explicites d'intégrité personnelle et d'expérience professionnelle pertinente
- d) Accorder le droit de saisine des juridictions constitutionnelles à tous les citoyens

pour violation d'un droit fondamental ou pour toute violation d'une disposition constitutionnelle comme c'est le cas seulement dans une poignée de pays de la région.

4. Maintenir même en situation de crise les dispositifs institutionnels qui permettent de limiter les risques de mauvaise utilisation des ressources publiques, de fraudes, de malversations et de corruption et recourir à des outils technologiques adaptés permettant aux citoyens de contribuer à une saine utilisation des ressources exceptionnelles allouées en période de crise, et notamment:

- a) Renforcer les institutions dédiées au contrôle de l'utilisation des ressources publiques, telles que la Cour des Comptes, le Bureau du Vérificateur général, l'Auditeur général, les autorités de lutte contre la corruption (selon les pays), afin de garantir à leurs membres une autonomie d'action, une indépendance effective et l'accès des citoyens à tous les rapports officiels sur la gestion de toutes les institutions qui utilisent des ressources publiques, y compris les fonds alloués à l'institution présidentielle
- b) Promouvoir la formation de journalistes d'investigation et mettre en place des cadres légaux pour la protection des journalistes et des lanceurs d'alerte qui font un travail d'investigation sur l'utilisation des ressources publiques en période de crise comme en temps normal
- c) Généraliser des plateformes numériques dédiées permettant à tout citoyen victime ou témoin de dénoncer des faits présumés de corruption et de contribuer directement au travail des institutions nationales chargées de lutter contre la corruption, les fraudes et les malversations.

5. Remettre au cœur de la formulation des politiques publiques et de la réaction aux crises de toute nature la consultation, l'écoute et l'implication effectives des scientifiques, des innovateurs, des entrepreneurs des secteurs technologiques et investir massivement dans la recherche scientifique, la veille technologique, la prospective, l'innovation, l'éducation et la formation, et spécifiquement :

- a) Investir dans les instituts nationaux de statistiques pour disposer de données crédibles sur les populations permettant d'identifier les ménages les plus vulnérables, les zones les plus démunies en infrastructures sociales et économiques de base et en services publics, de manière à faciliter l'adoption et la mise en œuvre de mesures ciblées dans des situations de crise
- b) Revaloriser les disciplines scientifiques, la recherche et l'innovation par un accroissement des allocations budgétaires dédiées aux centres de recherche nationaux et un accompagnement des chercheurs pour l'identification de sources de financement extérieures
- c) Créer et actualiser au niveau national une base de données de chercheurs et d'experts résidents ou non, dans différents champs de recherche, allant de la santé à la sécurité en passant par tous les autres domaines de recherche pertinents

- d) Instituer, sur un mode informel mais organisé, des moments de rencontres physiques et virtuelles de chercheurs de toutes disciplines, d'entrepreneurs des secteurs à haute intensité technologique, d'acteurs importants du secteur privé national, de hauts cadres des administrations civiles et militaires, d'autorités politiques, incluant des non-résidents, pour échanger des idées sur les grands enjeux nationaux et régionaux et pour établir des contacts mobilisables en temps de crise pour consultation par les décideurs
- e) Intégration dans le mandat de la Haute Autorité pour la consolidation de la démocratie, institution proposée plus haut, de la possibilité d'être saisie par le gouvernement et de se saisir elle-même d'une question urgente et d'organiser selon une procédure accélérée des consultations par tous moyens avec des personnalités disposant d'expertises spécifiques et/ou d'expérience pertinente de gestion de crises pour aider à la prise de décision par les autorités politiques.

CONCLUSION

Les constats sélectionnés dans ce document ont permis de déceler les failles dans les systèmes de gouvernance des pays ouest-africains mais aussi de montrer comment la crise de la Covid-19 a servi de loupe pour les agrandir et alerter sur les degrés d'urgence concernant la correction de l'action politique dans les secteurs vitaux. Les pistes d'actions proposées visent à créer les conditions pour une meilleure résilience des pays ouest-africains face aux inévitables crises futures tout en répondant aux défis institutionnels et politiques existants et bien documentés.

ANNEXE

Note introductory

Pourquoi ce thème ?

- Parce qu'à la date du 31 mars 2020, plus de 1090 cas confirmés sont recensés dans la région ouest africaine, que le Covid-19 a déjà causé la mort de plus de 150 personnes en Afrique (au 31 mars 2020), que l'on craint une escalade des problèmes liés au nouveau coronavirus et qu'on ne peut encore exclure aucun scénario pour le continent africain, y compris les plus alarmistes.
- Parce que plus d'une quarantaine de pays africains sont touchés par la pandémie, parmi lesquels tous les pays de la zone WATHI, et que les capacités de détection, de prise en charge et de réaction face à la maladie sont certes variables d'un pays à l'autre mais sont globalement très limitées.
- Parce que la lutte contre le Covid-19 a entraîné la prise de mesures exceptionnelles en Afrique de l'Ouest comme l'état d'urgence, le couvre-feu, la fermeture des écoles et universités, l'annulation de toutes les manifestations publiques et pour des villes de plus en plus nombreuses, y compris une métropole comme Lagos, le confinement total des résidents, la mise en place de cordons sanitaires ou au minimum une forte restriction des mouvements des populations et de leurs activités économiques.
- Parce que les conséquences économiques de la crise sanitaire et des réponses qu'elle exige sont déjà perceptibles, le seront encore davantage dans les prochains mois et parce qu'elles pourraient compromettre durablement les perspectives de progrès économique, social, humain dans la région.
- Parce que la désinformation est un facteur qui expose davantage les communautés et que le partage de sources fiables permet de combattre les fausses informations et d'orienter les populations vers les bonnes pratiques à adopter face à l'actuelle menace sanitaire mais aussi face à celles à venir.

Les principaux sujets à explorer

- Qu'est-ce qu'il est fondamental de comprendre dans la pandémie de la Covid-19 ?
- Quelles sont les dispositions sanitaires prises par les gouvernements de par le monde et particulièrement en Afrique ?
- Comment sont affectés les systèmes de santé de la région ouest-africaine ?
- De quelle manière a été mise en œuvre la solidarité entre Etats de la région ?
- Quelles sont les solutions proposées et adaptées aux pays de la région ?
- Comment anticiper l'impact de cette pandémie sur les économies de la région ?

- Quels sont les secteurs d'activité les plus touchés par la crise et comment limiter les pertes des entreprises et les conséquences pour l'emploi ?
- Quels sont les secteurs d'activité qui peuvent s'adapter le plus vite à cette période exceptionnelle et aider à la résilience des économies ?
- Quels sont les pays les plus impactés par la crise ?
- Quelles sont les répercussions environnementales de cette crise sanitaire ?
- Comment l'appréhender l'après Covid-19 au plan sanitaire, économique, social, culturel, humain ?
- Quelles sont les leçons les plus importantes et immédiates à tirer de cette crise pour être mieux préparés pour faire face aux futures menaces sanitaires de grande ampleur ?



L'association WATHI

WATHI est une association à vocation régionale légalement enregistrée à Dakar, au Sénégal. L'état d'esprit des membres et amis de WATHI est celui de femmes et d'hommes qui sont attachés à l'Afrique de l'Ouest et à l'Afrique, qui croient en la nécessité et en la capacité des Africains à générer eux-mêmes les ressources nécessaires à la réflexion et à l'action collective sur des questions cruciales pour leur avenir. La stratégie de mobilisation de ressources de WATHI n'exclut pas les donateurs institutionnels potentiels (fondations, organisations internationales et régionales, entreprises privées) mais elle vise aussi tous les citoyens des pays d'Afrique et de tous les autres continents qui partagent la vision et l'état d'esprit de WATHI.

© Mataki est une publication de l'association WATHI. La reproduction d'extraits de cette publication est autorisée avec une citation de la source et l'insertion du lien vers le site de WATHI, www.wathi.org.

L'association WATHI

Rendez-vous sur le site :

<http://www.wathi.org/soutenir/>

donate@wathi.org